



SOMMAIRE N° 6

PREMIÈRE PARTIE : MONACO ET L'EURO

Convention monétaire conclue entre la Communauté européenne et Monaco p. 7 à 46
Bernard GASTAUD – Conseiller juridique auprès du Ministre d'Etat

Vers l'autonomie du droit bancaire et financier monégasque ? p. 47 à 69
Maître Géraldine GAZO – Docteur en droit, avocat au barreau de Monaco
Jean- Marie CANAC – Directeur Somodeco Ernst & Young Int'l Monaco

Le droit monétaire monégasque et la zone euro p. 71 à 85
Dominique VIDAL – professeur à l'Université de droit de Nice
Avocat au barreau de Grasse

DEUXIÈME PARTIE : DROIT SOCIAL

Les relations collectives et conflictuelles du travail p. 89 à 111
René VIALATTE – Membre du Conseil d'Etat

TROISIÈME PARTIE : ACTUALITÉS

Congrès de l'Union internationale des juristes catholiques p. 115 à 132
La religion dans le droit et la jurisprudence de l'Union européenne
Jean MISCHO – Avocat général honoraire à la Cour de justice des communautés européennes

Crimes contre l'enfant, crimes contre l'humanité : p. 133 à 166
la fin de l'impunité ?
Gilles IVALDI
Coordinateur des programmes internationaux (Amade mondiale)

QUATRIÈME PARTIE : JURISPRUDENCE

Louage d'ouvrage. Menus ouvrages. Action. Bref délai. p. 169 à 184
Cour de révision – 2 octobre 2002
Pierre JULIEN - Agrégé des facultés de droit
Doyen honoraire de la faculté de droit de Nice

Nature de la compétence juridictionnelle internationale p. 185 à 190
Régime juridique de l'incompétence.
Cour d'appel - 30 août 2001 – cour de révision - 5 mars 2002
Renaud DE BOTTINI - Agrégé des facultés de droit



<i>Appel d'un jugement n'ayant pas statué au fond ou n'ayant pas mis fin à l'instance. Cour d'appel – 10 décembre 2002</i>	<i>p. 191 à 194</i>
<i>Commission rogatoire internationale en matière pénale Cour d'appel – 11 mars 2003</i>	<i>p. 195 à 204</i>
<i>Contrefaçon de marque (Viagra). Cour d'appel – 25 mars 2003</i>	<i>p. 205 à 218</i>
<i>Contrefaçon – Oeuvre dérivée d'une oeuvre originale. Cour d'appel – 26 février 2002</i>	<i>p. 219 à 229</i>
<i>Demande de communication de documents administratifs adressée à l'Etat Cour d'appel – 14 janvier 2003</i>	<i>p. 230 à 233</i>
<i>Droit bancaire – Responsabilité de la banque à la suite de la baisse des cours (non). Cour d'appel – 12 novembre 2002</i>	<i>p. 234 à 243</i>
<i>Locaux d'habitation – Loi n° 1235 du 28 décembre 2000 – Compétence de la commission arbitrale. Cour d'appel – 7 janvier 2003</i>	<i>p. 244 à 248</i>
<i>Marque déposée Cour d'appel – 13 mai 2003</i>	<i>p. 249 à 263</i>
<i>Responsabilité civile – Banque civilement responsable des dommages-intérêts alloués à la victime (oui). Cour d'appel – 11 mars 2003</i>	<i>p. 264 à 270</i>
<i>Responsabilité civile notariale – Obligation de conseil. cour d'appel – 18 février 2003</i>	<i>p. 271 à 274</i>
<i>Responsabilité contractuelle – Banque créditant d'autorité d'un prêt un client dont le compte est débiteur. Cour d'appel – 29 avril 2003</i>	<i>p. 275 à 278</i>
<i>Responsabilité de l'Etat – Accident survenu dans un parking Cour d'appel – 17 juin 2003</i>	<i>p. 279 à 284</i>